Discours de Nadia Hai sur la création du Comité d'histoire de la politique de la ville

Publié le 17/03/2022

La ministre déléguée à la Ville, Nadia Hai, a prononcé un discours sur la création du Comité d'histoire de la politique de la ville le 15 mars 2022.

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Ministre et Président de l'association La Ville en Commun, [Michel DUFFOUR],

Mesdames et Messieurs les élus,

Monsieur le Maire de Gennevilliers, [Patrice LECLERC]

Monsieur le Président du Campus Condorcet, [Jean-François BALAUDE]

Monsieur DIDIER, [Cher Michel]

Mesdames et Messieurs les représentants des administrations centrales, des agences nationales et des opérateurs et établissements publics,

Mesdames et messieurs les représentants du monde associatif

Mesdames et Messieurs les universitaires,

Cher Wilrik, cher Sacha,

Mesdames et Messieurs,

Quarante-cinq ans.
A quelques jours près, le 3 mars dernier, la politique de la ville a soufflé sa 45ème année d'anniversaire.

D'hier à aujourd'hui, du lancement des premières opérations HVS [Habitat et Vie sociale] en 1977 à la création du comité ministériel d'histoire de la politique de la ville, que de chemin parcouru.

D'hier à aujourd'hui, je pense que nous pouvons dire que nous avons accompli de belles actions qui ont pris corps dans les territoires et ont participé à faire vivre la promesse républicaine dans nos quartiers, et ce par la force de l'engagement quotidien de femmes et d'hommes comme vous tous ici présents.

D'hier à aujourd'hui, je pense que nous pouvons dire que nos quartiers ne sont plus les mêmes. Grâce à notre action, le visage des quartiers a commencé à changer.

Alors même que la politique de la ville a 45 ans aujourd'hui, il est étonnant de constater à quel point elle est, malgré elle, observée, commentée, débattue et placée régulièrement au cœur de notre débat public, parfois par des personnes qui portent à son égard un discours trop négatif qui s'avère être bien déconnecté de la réalité, car si peu fondé sur des faits objectivés.

Dans l'imaginaire collectif français, le regard sur les quartiers et la politique de la ville est resté paradoxalement figé à celui des années 1980 aux moments des émeutes urbaines. Cette image est régulièrement ravivée par la violence des mots et des images des celles et ceux qui doutent de son efficacité.

Si des difficultés sont bien réelles, si des défis sont encore à relever, nous ne devons plus accepter un tel décalage entre l'image et la réalité de ce qu'a été la politique de la ville, de ce qu'elle est, de ce qu'elle représente et de ce qu'elle apporte à notre République. Ce décalage est, je crois, le fait d'une méconnaissance de cette politique publique, aussi paradoxal cela soit-il. Paradoxal oui, car nous parlons ici d'une politique publique qui existe depuis 45 ans.

Et sans histoire de cette politique publique, sans travail d'historiographie pour l'objectiver, nous la laissons en quelque sorte au cœur de polémiques, entre ceux prétendant que rien n'aurait été fait, entre ceux qui trouvent qu'on en aurait pas fait assez ou et ceux qui considèrent que l'on en aurait trop fait…

Plus encore, sans histoire de cette politique de la ville, elle peut finir par être incomprise, voire dépossédée du sens de la mission qui est la sienne depuis 45 ans.

Si, depuis 45 ans, nous sommes à l'œuvre pour réhabiliter avec les habitants des quartiers leur cadre de vie, je suis intimement convaincue que c'est leur image ainsi que celle de la politique de la ville qu'il nous incombe aujourd'hui de réhabiliter.
Vous savez, on dit souvent que les meilleures idées naissent de rencontres. Cela a été le cas, pour le comité ministériel d'histoire de la politique de la ville dont l'idée est née d'une rencontre, il y a 9 mois de cela, dans mon bureau, avec un homme inlassablement engagé pour la connaissance, la reconnaissance de la politique de la ville.

Michel DIDIER est un passionné de la politique de la ville, qui a croisé la route d'une enfant de cette même politique. Et ensemble, nous avons convenu qu'il n'était pas possible d'envisager l'avenir de cette politique sans en avoir étudié ses ressorts historiques parce que la politique de la ville a toute sa place dans l'histoire de notre République, et vous et moi savons combien elle a à nous raconter, à nous apprendre sur nos quartiers et sur la société, la France que nous sommes aujourd'hui.

Nous ne partons pas d'une feuille blanche, loin s'en faut, et si vous en êtes d'accord, je vais vous narrer une infime partie de cette histoire.

La politique de la ville, c'est l'histoire de femmes et d'hommes, du pied des tours jusqu'aux sommets de l'Etat qui ont refusé le fatalisme, le déterminisme, la victimisation, la stigmatisation de nos quartiers et qui, tous les jours depuis 45 ans, se sont remontés les manches pour prendre à bras le corps les difficultés qu'il y avait.

La politique de la ville, ce sont certes des échecs, des contretemps, des victoires, des avancées mais

toujours des leçons d'hier tirées pour toujours aller plus loin ensemble.

La politique de la ville, c'est celle qui a toujours été là pour accompagner les mutations et les mouvements sociaux de nos sociétés, c'est celle qui a inspiré, voire même insufflé, par son innovation, par sa méthode, des transformations profondes dans nos politiques publiques.

Et aujourd'hui, je souhaite vous dire merci.
Je souhaite dire merci à Michel DIDIER pour son rapport qu'il vient de me remettre, ainsi que de ceux qui l'ont accompagné dans sa mission, Thibault TELLIER, Dominique FIGEAT et Antoine LOUBIERE.

Je souhaite dire merci au Président du Campus Condorcet pour son implication et avec qui nous allons nouer très prochainement un très beau partenariat d'honneur.

Je souhaite dire merci au Maire de Gennevilliers, Patrice LECLERC, à l'association La Ville en Commun, à Renaud EPSTEIN, les partenaires du projet, et surtout aux deux jeunes présents aujourd'hui parmi nous, Sacha SURCQ et Wilryk LAMPIN, qui vous présenterons tout à l'heure cette belle exposition qui a honoré la France au pavillon français, à la Biennale d'architecture de Venise l'année dernière. Vous pouvez être fiers d'avoir représenté la France au pavillon français de la Biennale avec votre projet sur les grands ensembles pour parler du vivre ensemble. Soyez assuré que la France l'est.

Je souhaite dire enfin merci à Lahcen ARRAS, un homme qui travaille dans les murs de ce ministère et qui spontanément, en découvrant aujourd'hui cette exposition et la création du comité au grès de son passage dans cet espace, a souhaité nous prêter cette belle et ancienne photographie d'un grand ensemble, devant vous apposé au pupitre, qu'il a sauvé il y a plusieurs années de cela de la benne pour la conserver et l'accrocher dans son bureau.

Enfin, je souhaite dire merci à toutes celles et ceux qui sont présents ainsi que ceux le sont en pensée.

A ce moment, on peut le dire historique, je souhaite vous annoncer la création du comité ministériel dédié à l'histoire de la politique de la ville, que Michel DIDIER aura la mission de le mettre en place d'ici cet été en tant que préfigurateur.

Ce comité ministériel d'histoire a une importance capitale pour la politique de la ville pour rassembler les fragments de son histoire que chacun et chacune d'entre nous portons, pour récolter les mémoires, pour l'analyser et la comprendre. Ce travail est d'autant plus important que nous avons besoin, aujourd'hui plus que jamais, de faire connaître cette politique publique, de la reconnaître et surtout, de tirer des enseignements de son histoire pour mieux anticiper, éclairer et aiguiller nos réflexions sur la politique de la ville à venir.

Trop longtemps, j'ai entendu parler d'une « indifférence mutuelle » entre le monde de la recherche et de la politique de la ville alors même qu'une politique publique n'est vivante, dynamique, que si

elle celle-ci se renouvelle par le dialogue entre le savoir et l'action.

Aujourd'hui, je tiens à vous dire que le temps est venu de jeter à nouveau les ponts entre ces deux mondes qui ont tant à apprendre l'un de l'autre, et tant à faire ensemble.

Et c'est pourquoi j'ai décidé d'y dédier un budget de 300 000€ par an pour permettre au comité ministériel d'histoire de la politique de la ville de mener à bien ses recherches.

Il y a 45 ans, notre République a fait le choix de mener résolument et sans discontinuer une politique de la ville. Source d'inspiration dans le monde entier, source d'innovation pour nos politiques publiques, source de réussite pour nos concitoyens dans les quartiers, source de notre creuset républicain et de notre cohésion territoriale, nous pouvons être fiers d'avoir fait ce choix.
Et je pense, sans trop m'avancer, que l'histoire ne me contredira pas en cela.

Je vous remercie.